

Taux de chômage de 7% au Maroc en 2012 : mission impossible !

16/01/2008

Beaucoup en doutent. «Pour moi, ramener le chômage à 7%, n'est pas un objectif, c'est tout simplement un défi», s'étonne l'économiste Driss Benali. «S'il est relativement plus facile de créer des emplois dans une économie protégée, explique-t-il, ce n'est plus le cas dans une économie ouverte comme celle du Maroc. Les entreprises sont confrontées à la concurrence, et elles le seront de plus en plus ; elles sont donc condamnées à être compétitives. Et la compétitivité, aujourd'hui, ne repose plus, comme par le passé, sur une main-d'œuvre bon marché». L'essentiel de la problématique de l'emploi réside en effet à ce niveau : le capital humain ; en termes à la fois quantitatif et qualitatif.

D'abord, sur le plan quantitatif. Le Maroc vit actuellement une phase de transition démographique avancée qui va durer jusqu'en 2024, avec toutefois un pic en 2014. Cette phase est caractérisée par une baisse relative du rapport du taux de dépendance (rapport entre la population de moins de 15 ans et plus de 60 ans, sur la population d'âge actif ayant entre 15 et 60 ans) ; et donc un accroissement significatif de la population en âge de travailler. Conséquence mathématique, une demande additionnelle sur le marché du travail estimée à 400 000 emplois par an en moyenne, soit le double du niveau des emplois (200 000) créés chaque année depuis 1995, peut-on lire dans le rapport sur le développement humain élaboré à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance du Maroc.

Une main-d'œuvre «banale»

A cette variable démographique, il faut ajouter une autre, d'ordre socio-culturelle celle-là : la société se libérant de plus en plus des carcans culturels dans lesquels elle était enserrée, le taux d'activité des femmes ira en augmentant. C'est une pression supplémentaire sur le marché du travail. Mais ce n'est pas tout : avec les mutations que l'agriculture est appelée à connaître (d'ici avril prochain, on devrait connaître les résultats d'une étude sur la reconfiguration de ce secteur), une bonne partie de la main-d'œuvre qui y est employée, sera libérée. Sans doute, ira-t-elle squatter les villes à la recherche d'un emploi.

Ceci pour le volet quantitatif. Sur le plan qualitatif également, la problématique de l'emploi se prête mal aux calculs du gouvernement. Il faut bien noter en effet qu'aujourd'hui, 90% de la population active occupée est constituée de ce que le Haut commissariat au plan (HCP) appelle une «main-d'œuvre banale», c'est-à-dire sans qualification. D'ailleurs, si les exportations du Maroc sont dans la situation que l'on connaît, c'est-à-dire progressant faiblement au point qu'elles ne couvrent plus que 47% des importations, c'est précisément parce que les produits exportés ont un contenu en main-d'œuvre beaucoup plus important qu'en technologie. Tout le problème du gouvernement - en particulier celui-là, parce que coïncidant avec la période forte de la transition démographique - est de trouver la bonne formule qui concilie deux impératifs : faire en sorte que les exportations aient un contenu technologique beaucoup plus élevé (donc davantage de valeur ajoutée) afin de gagner de nouvelles parts de marché, et en même temps, éviter que cette politique ne se traduise par des destructions d'emplois infiniment plus grandes.

Le chômage pourrait atteindre 16% en 2015%

Dans une étude intitulée «La croissance économique et le développement humain, éléments pour une planification stratégique : 2007-2015», le HCP attire d'ailleurs l'attention sur ce point. Parmi les scénarios de croissance qu'il explore sur cette période, celui de «l'efficacité économique prioritaire», c'est-à-dire le scénario qui privilégie la mise en place «de réformes d'envergure, de nature libérale, dans la logique d'une grande intégration à l'économie mondiale», lui paraît être celui qui favoriserait une croissance élevée (6,5% par an) mais, prévient-il, au prix de tensions fortes sur le marché du travail. Pourquoi ? Parce que, expliquent les analystes du HCP, «cette croissance, bien qu'élevée, aurait une faible teneur en emploi puisqu'elle serait le

résultat des activités capitalistiques s'appuyant sur une main-d'œuvre qualifiée». Les créations nettes d'emplois dans ce scénario seraient même légèrement inférieures à la moyenne de 200 000 par an, observée ces dernières années. Avec les développements attendus sur le plan quantitatif, évoqués plus haut (transition démographique, augmentation du taux d'activité féminine et exode rural), le chômage repartirait nettement à la hausse. Le HCP prévoit d'ailleurs, dans ce scénario, que le taux de chômage dépasserait les 16% en 2015 (contre 9,9% au troisième trimestre de 2007).

Mais est-ce que la stratégie de ce gouvernement peut être identifiée à ce scénario pour conclure à l'impossibilité (ou presque) de ramener le taux de chômage à 7% en 2012 ? Difficile à dire ; même si, de l'avis de certains, il ne faut pas trop miser sur le Plan Emergence, comme cela semble être le cas, en termes de création d'emploi. «Ce Plan vise des activités à forte valeur ajoutée, c'est certainement une excellente chose, mais n'oublions pas que seuls les profils pointus pourront y prétendre», analyse un économiste. La grande masse des actifs, poursuit ce dernier, risque de se retrouver marginalisée parce que sans qualification. Cela renvoie à la question de l'éducation-formation, un des nœuds de la croissance économique du Maroc, et, plus généralement, de son développement.

Une chose paraît acquise : même avec le scénario qui lui semble le mieux adapté à la réalité du pays, celui d'une ouverture maîtrisée, d'une «prise en charge équilibrée des problématiques de développement économique et social, notamment l'éducation, la santé et les filets de sécurité», même dans ce cas, le chômage, au moins dans un premier temps, resterait élevé. Il ne redescendrait en-dessous de 10% que vers 2015, selon le scénario le plus optimiste.

Du coup, l'objectif de 7% du gouvernement Al Fassi ressemble fort à un souhait. Certes, peut-on rétorquer, au cours des 5 dernières années (voir courbe en page précédente) le taux de chômage est passé de 11,3% à 9,9%, soit une baisse de 1,4 point; et l'on pourrait encore gagner des points de plus simplement en dopant la croissance. Vision quelque peu simpliste, car même en supposant que la population active occupée soit formée essentiellement de personnes qualifiées, c'est par fraction de points que l'on progresse quand on s'approche du plein emploi théorique. Si de plus, et certains le croient nécessaire (voir chronique de Larabi Jaïdi en page suivante), la méthode de calcul du chômage venait à intégrer des notions comme le sous-emploi, le travail inadapté, etc, un taux de chômage de 10% dans 5 ans deviendrait un objectif ambitieux.

Salah Agueniou

Source: La Vie Eco

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=economie&id=1491>